

Publications économiques et financières



Conjoncture financière

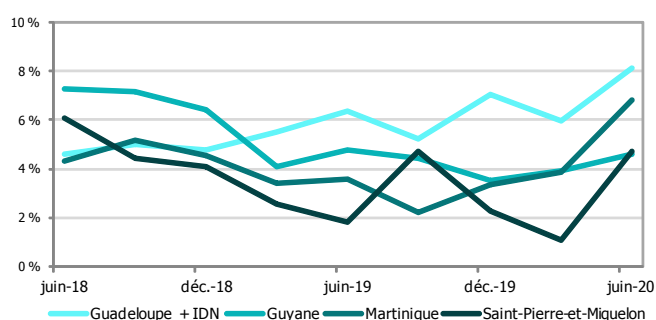
Novembre 2020

Tableau de bord des indicateurs monétaires et financiers au 30 juin 2020 dans les DOM et COM de la zone euro

Évolution globale

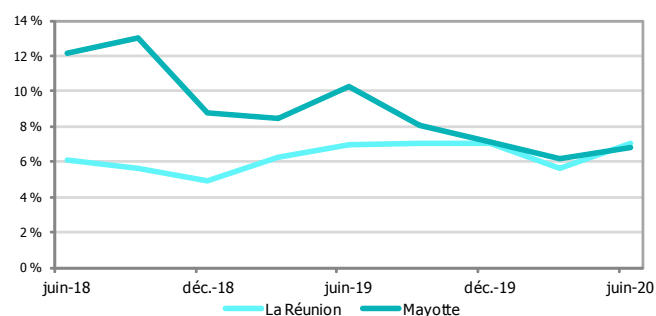
Les encours globaux de crédits

Evolution des encours de crédits totaux dans l'océan Atlantique
(en glissement annuel)



Au 30 juin 2020	Encours brut (en millions d'euros)	Taux de croissance annuel
Guadeloupe + IDN	12 094	8,1 %
Guyane	3 845	4,6 %
Martinique	11 008	6,8 %
Saint-Pierre-et-Miquelon	209	4,7 %
Total océan Atlantique	27 156	7,1 %

Évolution des encours de crédits totaux dans l'océan Indien
(en glissement annuel)



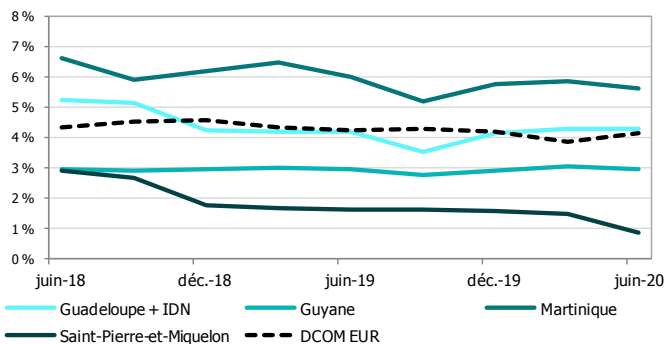
Au 30 juin 2020	Encours brut (en millions d'euros)	Taux de croissance annuel
Mayotte	1 371	6,8 %
La Réunion	25 806	7,0 %
Total océan Indien	27 178	7,0 %

Au 30 juin 2020	Encours brut (en millions d'euros)	Taux de croissance annuel
Total DOM	54 334	7,0 %

Sources : SURFI et Banque de France (Service central des risques)

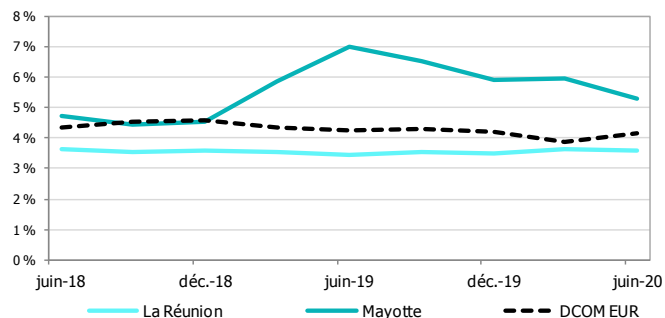
L'évolution de la sinistralité*

Évolution du taux de créances douteuses dans l'océan Atlantique



Source : SURFI

Évolution du taux de créances douteuses dans l'océan Indien

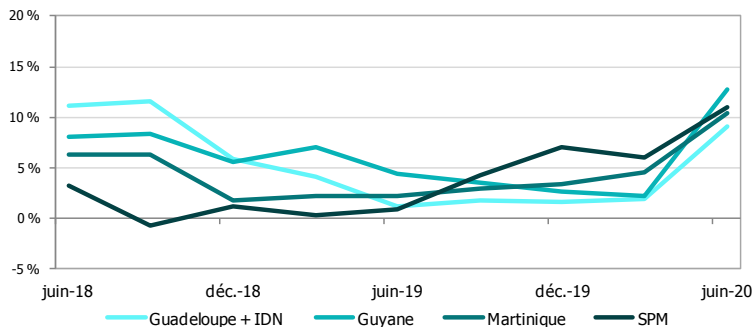


Pour mémoire, le taux de sinistralité observé à fin 2018 pour les établissements de crédit en France, pour leur activité en France uniquement, est de 3,3 % (source : ACPR).

L'évolution des actifs financiers*

Par géographie

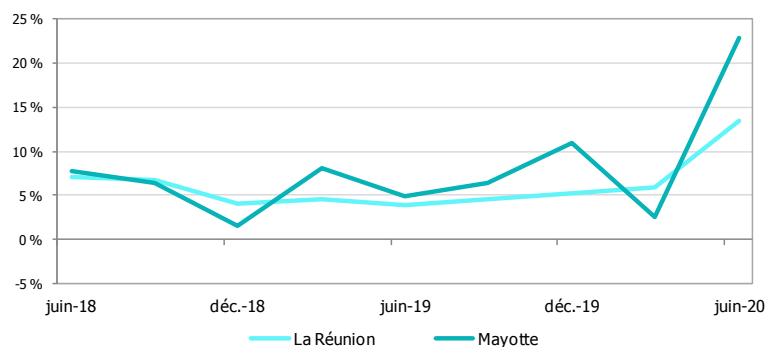
Évolution des actifs financiers dans l'océan Atlantique (en glissement annuel)



Au 30 juin 2020

	Actifs financiers (en millions d'euros)	Taux de croissance annuel
Guadeloupe + IDN	10 444	9,1 %
Guyane	2 338	12,8 %
Martinique	8 989	10,4 %
Saint-Pierre-et-Miquelon	254	10,9 %
Total océan Atlantique	22 025	10,0 %

Évolution des encours des actifs financiers dans l'océan Indien (en glissement annuel)



Au 30 juin 2020

	Actifs financiers (en millions d'euros)	Taux de croissance annuel
La Réunion	17 279	13,5 %
Mayotte	807	22,8 %
Total océan Indien	18 086	13,9 %

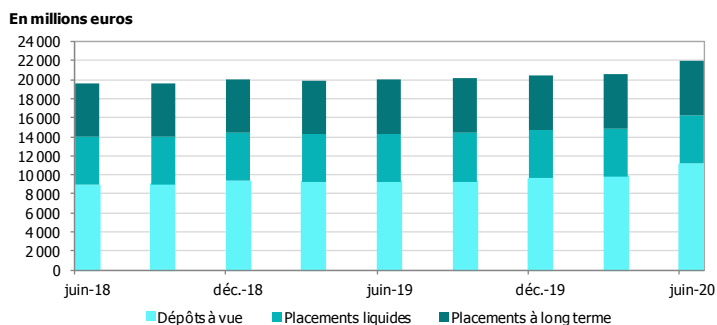
Au 30 juin 2020

	Actifs financiers (en millions d'euros)	Taux de croissance annuel
Total DCOM zone euro	40 111	11,7 %

Source : SURFI

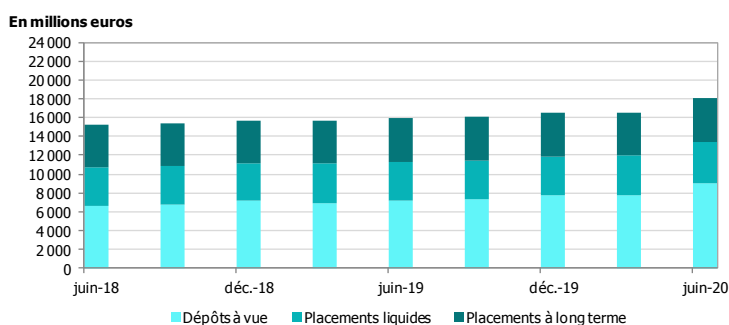
Par composante

Évolution des principales composantes des actifs financiers dans l'océan Atlantique



Source : SURFI

Évolution des principales composantes des actifs financiers dans l'océan Indien

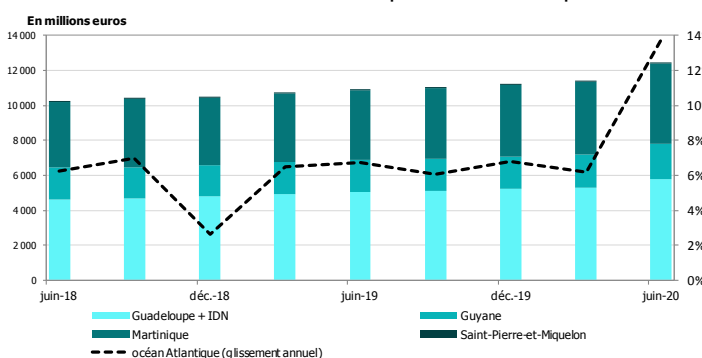


* Ces données concernent les seuls établissements de crédit installés localement

Évolution des encours de crédits aux entreprises

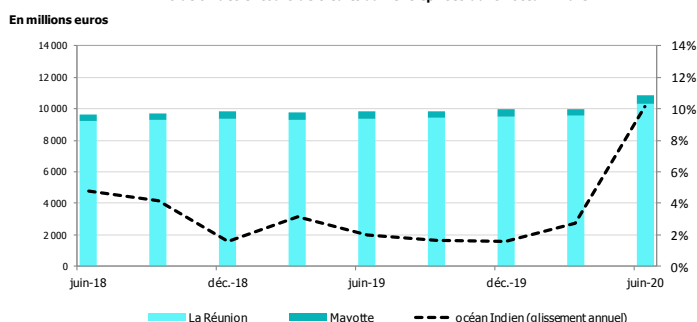
Répartition par géographie

Évolution des encours de crédits aux entreprises dans l'océan Atlantique



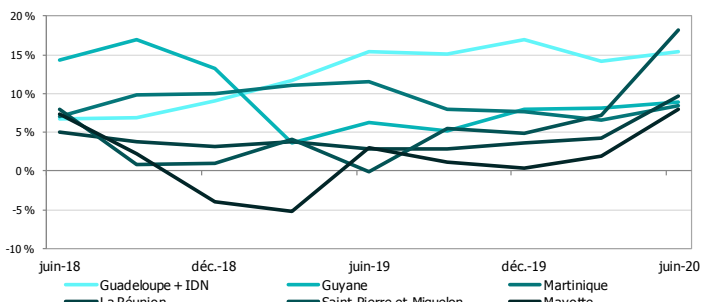
Sources : SURFI et Banque de France (Service central des risques)

Évolution des encours de crédits aux entreprises dans l'océan Indien



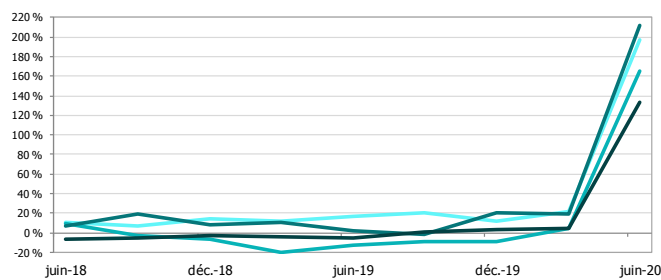
Évolution des encours de crédits d'investissement et de trésorerie*

Évolution des crédits d'investissement (en glissement annuel)



Sources : SURFI et Banque de France (Service central des risques)

Évolution des crédits de trésorerie (en glissement annuel)



* Mayotte et Saint-Pierre-et-Miquelon ne sont pas systématiquement représentés dans les graphiques du fait de leurs forts taux de croissance.

Crédits totaux aux entreprises

	juin-18	sept.-18	déc.-18	mars-19	juin-19	sept.-19	déc.-19	mars-20	juin-20
<i>En glissement annuel</i>									
Guadeloupe + IDN	5,5 %	5,9 %	3,1 %	8,0 %	8,5 %	8,6 %	9,3 %	7,9 %	15,3 %
Guyane	9,7 %	8,9 %	-0,2 %	1,9 %	2,1 %	4,3 %	3,4 %	3,9 %	8,3 %
Martinique	5,6 %	7,5 %	3,5 %	6,8 %	6,8 %	3,7 %	5,4 %	5,1 %	14,3 %
Saint-Pierre-et-Miquelon	5,3 %	2,1 %	0,1 %	4,5 %	4,6 %	12,0 %	6,5 %	5,1 %	18,9 %
La Réunion	4,3 %	3,7 %	1,5 %	3,0 %	1,6 %	1,6 %	1,6 %	2,8 %	10,1 %
Mayotte	16,9 %	15,8 %	4,9 %	5,6 %	9,4 %	2,7 %	1,8 %	2,1 %	10,8 %

Montant en millions d'euros	juin-20
	5 794
	1 986
	4 592
	59
	10 339
	510

Crédits d'investissement aux entreprises

	juin-18	sept.-18	déc.-18	mars-19	juin-19	sept.-19	déc.-19	mars-20	juin-20
<i>En glissement annuel</i>									
Guadeloupe + IDN	6,7 %	6,9 %	5,7 %	11,6 %	15,4 %	15,0 %	16,9 %	14,2 %	15,5 %
Guyane	14,3 %	16,9 %	1,9 %	3,6 %	6,3 %	5,2 %	8,0 %	8,0 %	8,9 %
Martinique	7,1 %	9,8 %	8,5 %	11,0 %	11,5 %	7,9 %	7,7 %	6,5 %	8,4 %
Saint-Pierre-et-Miquelon	8,0 %	0,9 %	2,2 %	4,1 %	-0,1 %	5,5 %	4,9 %	7,3 %	18,2 %
La Réunion	5,1 %	3,8 %	1,5 %	3,8 %	2,8 %	2,9 %	3,6 %	4,2 %	9,6 %
Mayotte	7,4 %	2,2 %	2,0 %	-5,1 %	3,0 %	1,2 %	0,4 %	2,0 %	8,0 %

Montant en millions d'euros	juin-20
	2 431
	773
	2 725
	43
	4 615
	290

Crédits de trésorerie aux entreprises

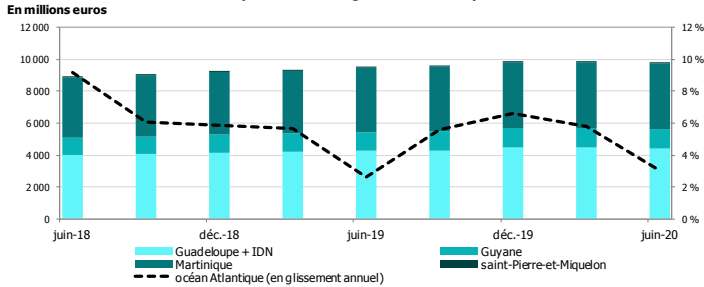
	juin-18	sept.-18	déc.-18	mars-19	juin-19	sept.-19	déc.-19	mars-20	juin-20
<i>En glissement annuel</i>									
Guadeloupe + IDN	10,9 %	6,7 %	6,7 %	11,9 %	16,5 %	20,7 %	12,1 %	21,5 %	196,8 %
Guyane	8,8 %	-2,4 %	-2,9 %	-20,4 %	-12,8 %	-9,3 %	-8,8 %	4,6 %	165,9 %
Martinique	6,4 %	19,0 %	-1,5 %	11,0 %	1,9 %	-1,5 %	20,8 %	18,8 %	211,6 %
Saint-Pierre-et-Miquelon	142,7 %	160,8 %	0,0 %	15,5 %	15,3 %	20,3 %	19,2 %	-1,1 %	92,2 %
La Réunion	-6,8 %	-5,9 %	-2,9 %	-4,0 %	-5,6 %	1,0 %	2,8 %	3,9 %	133,5 %
Mayotte	15,2 %	25,3 %	-7,5 %	-1,0 %	-11,1 %	-19,0 %	-4,2 %	7,0 %	78,1 %

Montant en millions d'euros	juin-20
	629
	97
	663
	9
	1 101
	42

Évolution des encours de crédits aux ménages

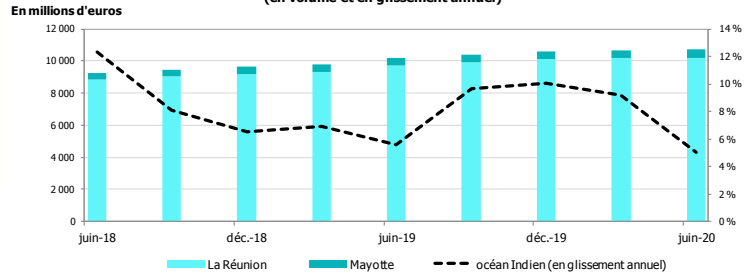
Répartition par géographie

Évolution des encours de crédits aux ménages dans l'océan Atlantique (en volume et en glissement annuel)



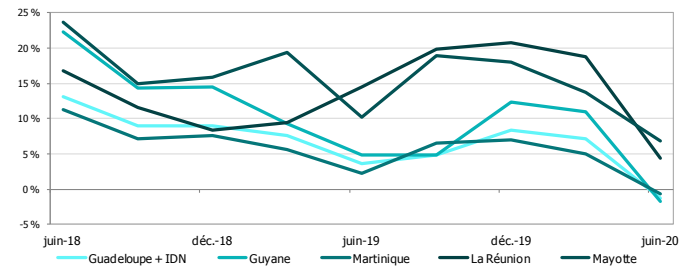
Source : SURFI

Évolution des encours de crédits aux ménages dans l'océan Indien (en volume et en glissement annuel)



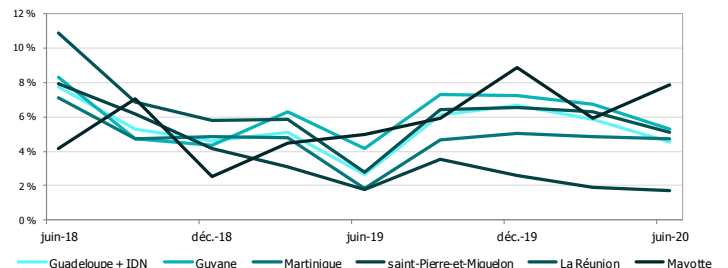
Évolution des encours crédits à la consommation et à l'habitat

Évolution des crédits à la consommation (en glissement annuel)



Source : SURFI

Évolution des crédits à l'habitat (en glissement annuel)



crédits totaux aux ménages

	juin-18	sept.-18	déc.-18	mars-19	juin-19	sept.-19	déc.-19	mars-20	juin-20
<i>En glissement annuel</i>									
Guadeloupe + IDN	9,4 %	6,5 %	6,0 %	5,9 %	2,9 %	5,7 %	7,2 %	6,3 %	2,7 %
Guyane	11,0 %	6,7 %	6,2 %	6,8 %	4,3 %	6,7 %	8,2 %	7,5 %	3,8 %
Martinique	8,4 %	5,5 %	5,7 %	5,0 %	2,0 %	5,2 %	5,6 %	4,9 %	3,1 %
saint-Pierre-et-Miquelon	9,8 %	6,5 %	4,8 %	3,3 %	0,6 %	4,0 %	3,6 %	2,3 %	2,4 %
La Réunion	12,2 %	7,9 %	6,4 %	6,6 %	5,5 %	9,5 %	9,8 %	9,2 %	4,9 %
Mayotte	14,1 %	11,3 %	9,3 %	12,1 %	7,8 %	12,9 %	13,9 %	10,2 %	7,3 %

Montant en millions d'euros (juin 2020)
4 396
1 225
4 141
112
10 182
517

crédits à l'Habitat

	juin-18	sept.-18	déc.-18	mars-19	juin-19	sept.-19	déc.-19	mars-20	juin-20
<i>En glissement annuel</i>									
Guadeloupe + IDN	7,7 %	5,3 %	4,6 %	5,1 %	2,6 %	6,1 %	6,7 %	5,9 %	4,6 %
Guyane	8,3 %	4,7 %	4,4 %	6,3 %	4,2 %	7,3 %	7,2 %	6,7 %	5,3 %
Martinique	7,1 %	4,7 %	4,8 %	4,8 %	1,8 %	4,7 %	5,1 %	4,9 %	4,7 %
saint-Pierre-et-Miquelon	7,9 %	6,2 %	4,1 %	3,1 %	1,8 %	3,5 %	2,6 %	1,9 %	1,7 %
La Réunion	10,9 %	6,8 %	5,8 %	5,8 %	2,8 %	6,4 %	6,6 %	6,3 %	5,1 %
Mayotte	4,2 %	7,0 %	2,6 %	4,5 %	5,0 %	5,9 %	8,9 %	5,9 %	7,8 %

Montant en millions d'euros (juin 2020)
3 050
985
2 964
90
7 657
229

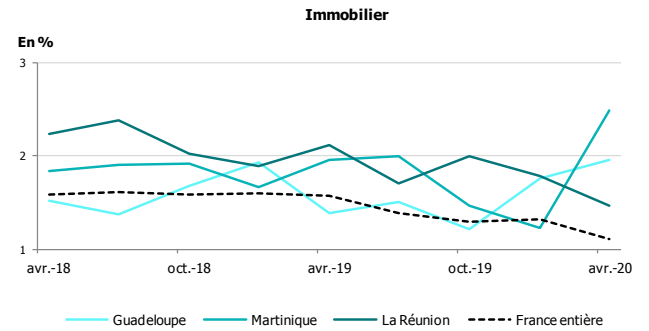
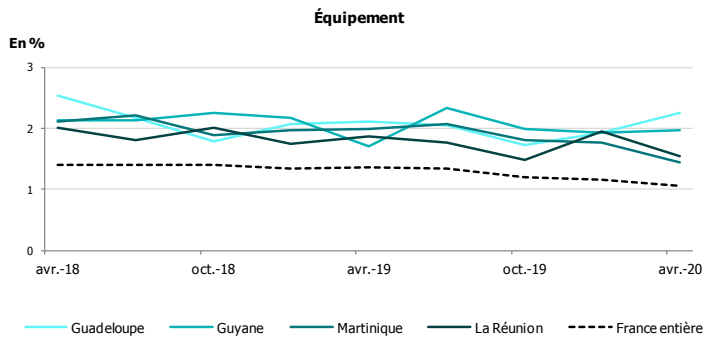
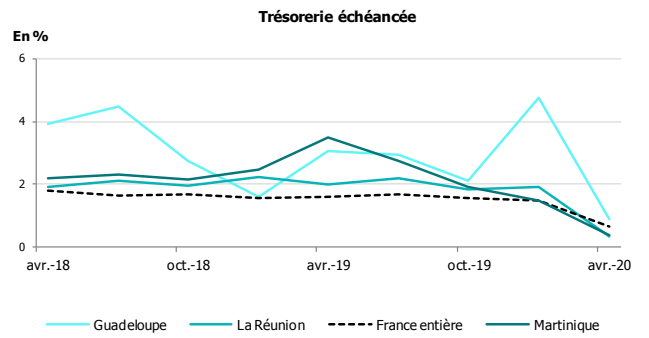
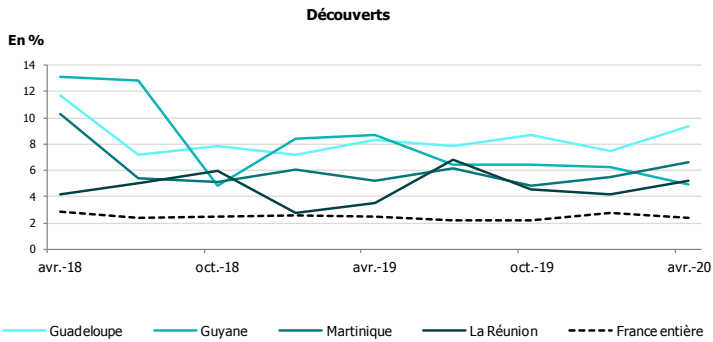
crédits de consommation

	juin-18	sept.-18	déc.-18	mars-19	juin-19	sept.-19	déc.-19	mars-20	juin-20
<i>En glissement annuel</i>									
Guadeloupe + IDN	13,1 %	9,0 %	8,9 %	7,6 %	3,5 %	4,8 %	8,4 %	7,1 %	-1,4 %
Guyane	22,3 %	14,3 %	14,4 %	9,3 %	4,8 %	4,8 %	12,3 %	10,9 %	-1,8 %
Martinique	11,3 %	7,2 %	7,7 %	5,6 %	2,3 %	6,5 %	6,9 %	4,9 %	-0,7 %
saint-Pierre-et-Miquelon	18,3 %	8,0 %	7,6 %	4,2 %	-4,1 %	6,2 %	7,9 %	4,1 %	5,1 %
La Réunion	16,8 %	11,6 %	8,3 %	9,4 %	14,5 %	19,9 %	20,8 %	18,8 %	4,4 %
Mayotte	23,6 %	15,0 %	15,8 %	19,3 %	10,1 %	18,9 %	18,0 %	13,7 %	6,8 %

Montant en millions d'euros (juin 2020)
1 340
238
1 170
22
2 511
288

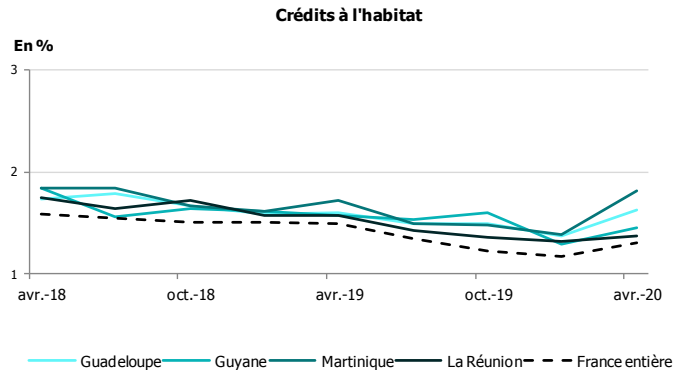
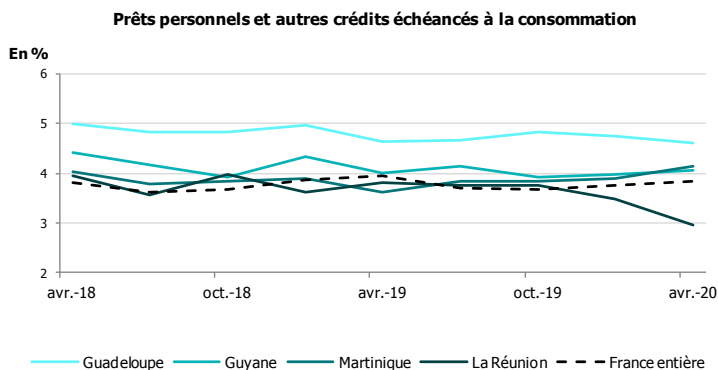
Évolution des taux des crédits

Évolution des taux des crédits aux entreprises



Sources : IEDOM, Banque de France

Évolution des taux des crédits aux particuliers

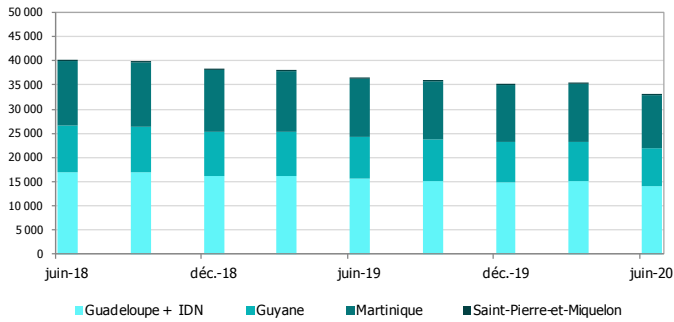


Sources : IEDOM, Banque de France

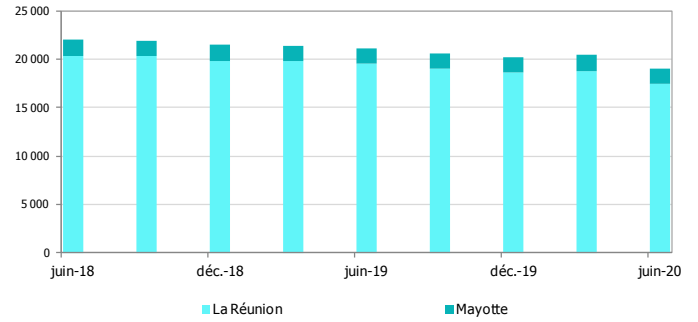
Les indicateurs de vulnérabilité

Ménages

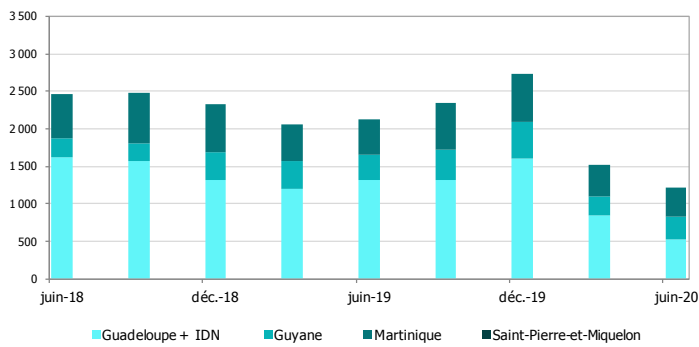
Nombre de personnes physiques en interdiction bancaire dans l'océan Atlantique



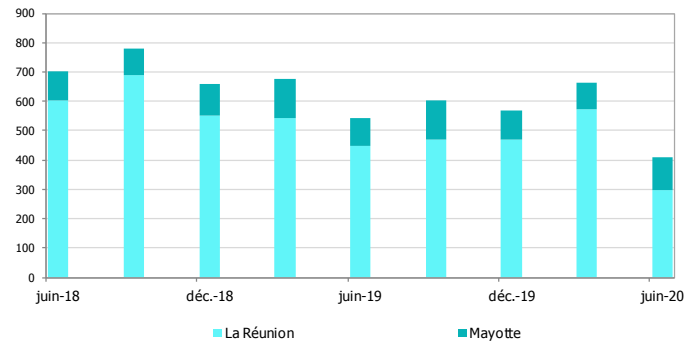
Nombre de personnes physiques en interdiction bancaire dans l'océan Indien



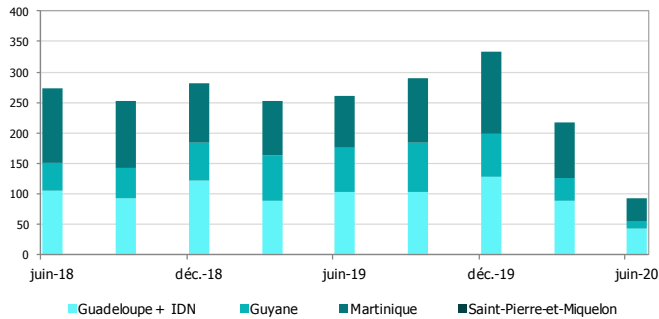
Nombre de retraits de cartes bancaires dans l'océan Atlantique (nombre de retraits au cours du trimestre)



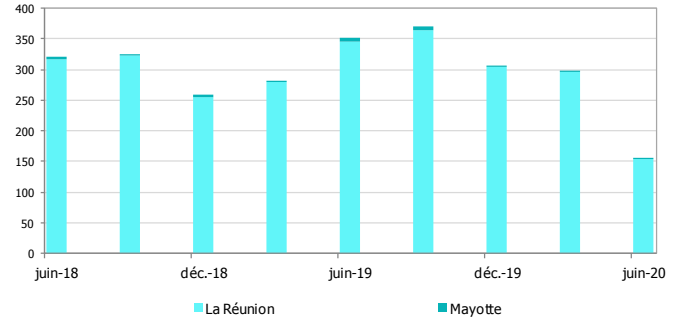
Nombre de retraits de cartes bancaires dans l'océan Indien (nombre de retraits au cours du trimestre)



Nombre de dossiers de surendettement dans l'océan Atlantique (nombre de dossiers déposés au cours du trimestre)

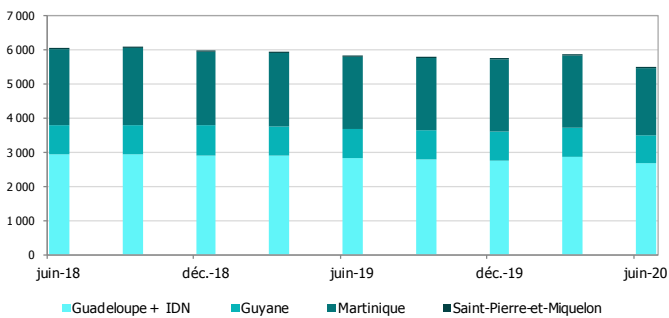


Nombre de dossiers de surendettement dans l'océan Indien (nombre de dossiers déposés au cours du trimestre)

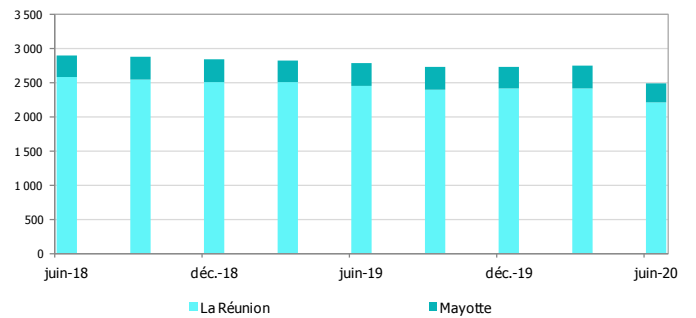


Entreprises

Nombre de personnes morales en interdiction bancaire dans l'océan Atlantique

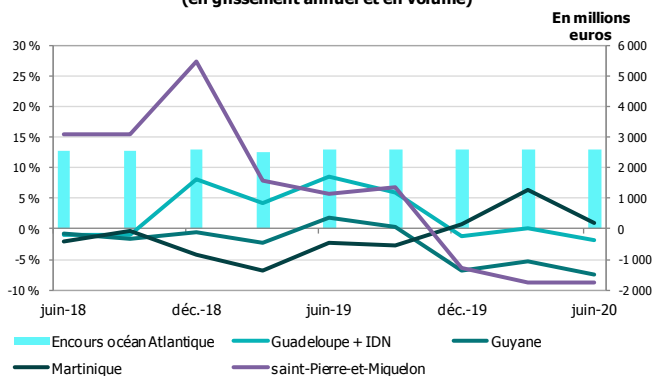


Nombre de personnes morales en interdiction bancaire dans l'océan Indien



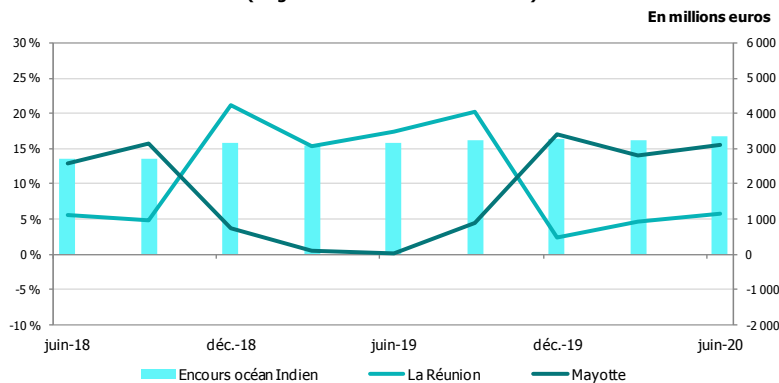
Le financement des collectivités locales

Évolution des crédits aux collectivités locales dans l'océan Atlantique (en glissement annuel et en volume)



Sources : SURFI et Banque de France (Service central des risques)

Évolution des crédits aux collectivités locales dans l'océan Indien (en glissement annuel et en volume)



crédits aux collectivités locales

Au 30 juin 2020

	juin-18	sept.-18	déc.-18	mars-19	juin-19	sept.-19	déc.-19	mars-20	juin-20
<i>En glissement annuel</i>									
Guadeloupe + IDN	-1,0 %	-1,1 %	8,1 %	4,2 %	8,6 %	6,0 %	-1,2 %	0,1 %	-1,9 %
Guyane	-0,7 %	-1,6 %	-0,5 %	-2,3 %	1,9 %	0,4 %	-6,7 %	-5,2 %	-7,6 %
Martinique	-2,1 %	-0,4 %	-4,1 %	-6,7 %	-2,3 %	-2,8 %	0,8 %	6,5 %	0,9 %
saint-Pierre-et-Miquelon	15,6 %	15,5 %	27,4 %	7,9 %	5,8 %	6,7 %	-6,4 %	-8,9 %	-8,9 %
La Réunion	5,5 %	4,8 %	21,1 %	15,4 %	17,4 %	20,1 %	2,3 %	4,7 %	5,7 %
Mayotte	12,9 %	15,6 %	3,6 %	0,6 %	0,0 %	4,4 %	17,0 %	13,9 %	15,6 %

Montant en millions d'euros	Part dans les crédits totaux* en %
1 087	9,3 %
295	8,0 %
1 178	11,4 %
26	12,4 %
3 168	12,8 %
188	14,4 %

* Depuis la publication de l'arrêté de décembre 2018, dans un souci de cohérence dans la mesure où l'encours de crédit aux collectivités locales retenu est l'encours sain, l'encours de crédit total pris en compte est l'encours sain, et non l'encours brut.

MÉTHODOLOGIE

Les **crédits** présentés concernent ceux accordés à l'ensemble des agents économiques présents sur le territoire, soit par les établissements bancaires intervenant dans les DOM et COM de la zone euro disposant au minimum d'un guichet domiciliaire d'opération enregistré auprès de la Banque de France dans l'une des géographies concernées (établissements installés localement dits ECIL), soit par ceux n'en disposant pas (établissements de crédit non installés localement dits ECNIL).

Les **actifs financiers** présentés sont ceux placés par l'ensemble des agents économiques auprès des ECIL uniquement.

Les données relatives à la **Guadeloupe** incluent les collectivités de **Saint-Martin** et **Saint-Barthélemy**.

Les **taux des crédits** présentés dans cette note sont collectés à partir de l'enquête coût du crédit réalisée par la Banque De France auprès des établissements bancaires ayant leur activité dans les DCOM de la zone euro. Elle prend en compte les crédits nouveaux accordés au cours du premier mois de chaque trimestre aux sociétés non financières et aux particuliers. Les entrepreneurs individuels sont donc exclus de cette analyse. Les taux recensés dans cette enquête sont des taux effectif au sens étroit (TESE), ils correspondent à la composante d'intérêt du taux effectif global (TEG). Les taux moyens publiés sont calculés en pondérant les taux collectés par les montants de crédit correspondants.

Concernant les **taux des crédits aux entreprises**, les « découverts » rassemblent des découverts stricto sensu ainsi que les crédits permanents. La catégorie « escompte » regroupe l'escompte au sens strict, les financements sur loi Dailly, les mobilisations de créances sur l'étranger et les autres créances commerciales. La « trésorerie échancée » correspond à l'ensemble des instruments de trésorerie hors découverts et escompte. La catégorie « Immobilier » regroupe les prêts immobiliers classiques, ainsi que le crédit-bail immobilier. Les « crédits d'équipement » regroupent les crédits à l'équipement aidés ainsi que les autres crédits à l'équipement. Enfin, les « Autres crédits d'investissement », comprennent les autres crédits à la clientèle, les prêts subordonnés, ainsi que le crédit-bail mobilier.

La méthodologie de l'enquête sur le cout du crédit aux entreprises a évolué en 2017. Elle prend en compte les crédits nouveaux accordés au cours de chaque trimestre aux sociétés non financières, les entrepreneurs individuels étant exclus de cette analyse. Les séries ne sont donc plus comparables avec celles publiées auparavant.

S'agissant des **taux des crédits aux particuliers**, les « crédits à l'habitat » intègrent l'ensemble des crédits à l'habitat des ménages et ce quelle que soit la période de fixation initiale du taux (PFIT). Les « découverts » incluent toutes les utilisations de découvert enregistrées au cours d'un mois de référence ainsi que les crédits de trésorerie non échancés (crédits permanents ou revolving). Le montant déclaré est le montant débiteur moyen constaté au cours du mois de référence. Les « prêts personnels » incluent, en plus des prêts personnels, les financements de ventes à tempérament et les prêts sur carte de crédit.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : M.-A. POUSSIN-DELMAS – Responsable de la rédaction : M. RANDRIAMISAINA
Rédaction : A.HAUTCOEUR-COLIN – Participation aux travaux : – Éditeur et imprimeur : IEDOM
Achevé d'imprimer : décembre 2020 – Dépôt légal : décembre 2020 – ISSN 1952-9619